

**CONTRAT DE CESSION DE DROITS**  
**AUTEUR AU FORFAIT**  
**SCÉNARIO LONG METRAGE**

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**La société CHI-FOU-MI PRODUCTIONS**, Société par Actions Simplifiée au capital de 48.000 €, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 520 372 178, dont le siège social est 12 rue Barbette – 75003 PARIS, représentée par son Gérant, Monsieur Hugo SELIGNAC, ou par son Directeur Général, Monsieur Vincent MAZEL, dûment habilité,

Ci-après dénommée « le Producteur »,

**D'une part,**

**ET :**

Laurie Lassalle née le 6 juillet 1984 à Paris (75011) et domiciliée au 72, boulevard Ornano, 75018 Paris,

Ci-après dénommé(e) « l'Auteur »,

**D'autre part,**

**ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE**

1. Le Producteur envisage de produire une œuvre cinématographique de longue durée, intitulée provisoirement ou définitivement :

**« ZONE A DEFENDRE »**  
(ci-après dénommée « le Film »)

d'après une idée originale de Romain Cogitore.

2. A cette fin, le Producteur a confié à Romain Cogitore, en collaboration avec tous co-auteurs éventuels, l'écriture du scénario dialogué du Film (ci-après dénommé « le Scénario »).

3. Par la présente, le Producteur souhaite engager l'Auteur aux fins de contribuer à la finalisation du Scénario et à la réécriture de certaines scènes du Scénario écrit par Romain Cogitore et tous autres co-auteurs le cas échéant.

4. Conformément à l'article L.131-4 4<sup>ème</sup> alinéa du Code de la Propriété Intellectuelle, la contribution concernée par les présentes ne constituant pas l'un des éléments essentiels de la création intellectuelle de l'Œuvre, les Parties ont décidé d'un commun accord d'opter pour un contrat d'auteur au forfait, aux conditions financières définies ci-après.

5. La présente convention a pour objet de définir les conditions de la cession, par l'Auteur au Producteur, des droits afférents à son travail et permettant la réalisation et l'exploitation du Film.

6. Il est précisé que le présent contrat annule et remplace, le cas échéant, tout accord oral ou écrit antérieurement conclu concernant l'objet des présentes.

Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

Ce préambule fait partie intégrante du présent contrat.

**CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1 – MODALITES DE COLLABORATION**

La collaboration de l'Auteur prendra la forme de 2 (deux) séances de travail avec Romain Cogitore.

Au cours de ces séances de travail, l'Auteur devra envisager, en collaboration avec Romain Cogitore et tous co-auteur(s), les orientations à donner au Scénario et proposer en conséquence les remaniements devant être effectués sur le Scénario (ci-après « les Travaux »).

A l'issue de ces séances de travail, l'Auteur remettra au Producteur un document intégrant les réaménagements proposés par l'Auteur. A compter de cette remise, l'Auteur procédera aux modifications et aux révisions qui pourraient être demandées par le Producteur dans une limite de deux fois dans le cadre de la rémunération prévue aux présentes et ce jusqu'à acceptation des Travaux par le Producteur.

Le Producteur disposera d'un pouvoir souverain d'appréciation pour retenir ou non tout ou partie de la contribution de l'Auteur dans l'élaboration de la version définitive du Scénario, étant précisé que le Producteur sera libre de confier la finalisation de l'écriture à Romain Cogitore et/ou à tout autre auteur de son choix.

**ARTICLE 2 – CESSION DES DROITS**

L'Auteur cède irrévocablement au Producteur, pour le monde entier, à titre exclusif et pour la durée précisée à l'article 5 ci-dessous, les droits d'exploitation ci-après définis découlant de sa collaboration à l'écriture du Scénario du Film telle que définie à l'article 1 ci-dessus.

Ces droits comprennent le droit de reproduction et de représentation du Film, les droits dits secondaires, ainsi que les droits d'utilisation dérivée.

Pour les besoins du présent article, il convient d'entendre par le terme « Film », le Film et ses éléments accessoires, tels que, notamment, les bandes annonces, promo reels, teasers, maquettes, making-of, éléments du bonus, etc. relatifs au Film.

**I – Exploitations primaires**

Les droits d'exploitation primaires cédés au Producteur comprennent :

**A. Le droit de reproduction**

1. Le droit d'adapter le Scénario en le transposant lors de la réalisation d'un genre à l'autre (œuvre écrite/œuvre cinématographique de long-métrage ou, le cas échéant, œuvre télévisuelle ou œuvre destinée à une première exploitation SMAD) ou en faisant écrire tous dialogues, commentaire et textes additionnels.

2. Le droit de réaliser, faire réaliser, distribuer, faire distribuer, diffuser le Film en version originale de langue française et/ou étrangère, de la sous-titrer et/ou de la doubler (y compris par « voice-over ») en traduisant le Scénario en toutes langues.

3. Le droit d'enregistrer ou de faire enregistrer par tous procédés techniques connus ou inconnus à ce jour, sur tous supports, en tous formats, en utilisant tous rapports de cadrage, les images en noir et blanc ou en couleurs, les sons originaux et doublages (paroles, musique, bruits, etc.), les titres ou sous-titres du Film, ainsi que des photographies fixes représentant des scènes du Film.

Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

4. Le droit de numériser, moduler, compresser et décompresser, digitaliser ou reproduire le Film, éventuellement adapté sous forme d'une œuvre multimédia, par les procédés ci-dessus, ainsi que de le stocker, en vue de son transfert ou sa diffusion.
5. Le droit d'établir et/ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira au Producteur ou à ses ayants droit, tous originaux, doubles ou copies, sur tous supports, notamment pellicule film, vidéo, numérique ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour, en tous formats et par tous procédés connus ou inconnus à ce jour, à partir des enregistrements ci-dessus.
6. Le droit de mettre et/ou de faire mettre en circulation ces originaux, doubles ou copies, pour toutes les exploitations du Film prévues aux présentes.
7. Le droit d'enregistrer et de synchroniser avec les images toutes compositions musicales avec ou sans paroles, originales et/ou préexistantes.
8. Le droit d'établir ou de faire établir toutes bandes-annonces, teaser, promo reel, etc. du Film et d'y intégrer tout commentaire ou slogan publicitaire.

## **B. Le droit de représentation**

Le droit de représentation comporte notamment :

1. Le droit de représenter et/ou de faire représenter publiquement le Film dans le monde entier, en version originale, doublée (y compris par voice-over) ou sous-titrée, et ce dans toutes les salles d'exploitation cinématographique, payantes ou non-payantes, dans le secteur commercial.
2. Le droit d'exploiter le Film par commercialisation (notamment par vente, location ou prêt) de supports porteurs du Film (vidéocassettes, vidéodisques, CD-ROM, CDI, DVD, DVD Rom, HDVD, Blu-Ray et, d'une manière générale, tous autres supports connus ou inconnus tels que supports analogiques, numériques, opto-numériques, linéaires ou non), en vue d'une exploitation publique ou d'une utilisation privée.
3. Le droit d'exploiter le Film par télédiffusion, c'est-à-dire par un éditeur de services de télévision dont le programme principal est composé d'une suite ordonnée d'émissions comportant des images et des sons, en version originale, en version doublée ou en version sous-titrée, par voie hertzienne terrestre, en mode analogique ou numérique (chaines TNT, etc.), par satellite, par câble, par voie électronique notamment les chaînes gratuites ou payantes (chaîne à péage, pay per view), ou par tous autres moyens de diffusion, notamment par tous moyens de communications électroniques tels que les réseaux satellitaires, les réseaux fixes ou mobiles, les réseaux de fibre optique, le réseau ADSL, le réseau Internet, le réseau WIFI, tous réseaux existants ou à venir (réseaux 3G, 3.5G, 4G etc.) indépendamment des technologies ou normes de diffusion utilisées pour se connecter aux réseaux (notamment GPRS, EDGE, UMTS, HSDPA), en vue de sa communication au public intégralement ou par extrait, en simultanée ou en différée, par l'intermédiaire d'un service de télévision de rattrapage (ou catch up TV) ou non, à titre gratuit ou contre paiement d'un abonnement forfaitaire ou d'un prix individualisé, tant aux fins de réception individuelle que collective, et pour visualisation sur tout terminal de réception, fixes ou mobiles.
4. Le droit d'exploiter le Film en « vidéo à la demande » (VoD) c'est-à-dire de le mettre à la disposition du consommateur final, à sa demande et à l'heure de son choix, par tous réseaux de communications électroniques connus ou inconnus à ce jour, et notamment, sans que cette liste soit limitative les réseaux satellitaires, les réseaux fixes ou mobiles, les réseaux de fibre optique, le réseau ADSL, le réseau Internet, le réseau WIFI, tous réseaux existants ou à venir (réseaux 3G, 3.5G, 4G, etc.) indépendamment des technologies ou normes de diffusion utilisées pour se connecter aux réseaux (notamment GPRS, EDGE, UMTS, HSDPA), par voie hertzienne terrestre, par câble, par satellite, par tous procédés de diffusion, par tous moyens ou procédés, connus ou inconnus à ce jour, incluant notamment le « streaming » (diffusion linéaire) ou « downloading » (téléchargement) ainsi que le procédé technique défini sous le terme « Electronic Sell Through » ou « E.S.T. », sur des récepteurs de télévision, sur tout support fixe (télévision, ordinateur, etc.) ou portable (téléphone, ordinateur portable, agenda électronique, assistants personnels électroniques, console de Jeu (PSP, etc.) et ce

Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

que le Film soit accessible au consommateur final à titre gratuit (free VOD, etc.) ou onéreux (SVOD, offres groupées de films, paiement à l'acte, etc.).

5. Le droit d'exploiter le Film sous toutes formes non prévisibles ou non prévues à la date du présent contrat, conformément à l'article L. 131-6 du C.P.I.

## **II – Exploitations secondaires**

Les droits d'exploitation secondaires comprennent notamment :

1. Le droit d'autoriser la reproduction et/ou la représentation et/ou la publication du Film par extrait et/ou fragment, ainsi que la duplication de tous les éléments visuels du Film (images, photographies, affiches, dessins) et de tous les éléments sonores du Film, y compris la musique et les dialogues, en vue d'une exploitation commerciale ou non commerciale, sur tous supports (notamment disques, cassettes, CDI, CD-ROM, DVD, DVD-ROM, et tous autres supports mis à la disposition du public, connus ou à venir) et par tous procédés connus ou inconnus, non prévus ou non prévisibles à ce jour (procédés analogiques, numériques, opto-numériques ou autres), sur tout réseaux, notamment informatiques, télématiques (y compris Internet), radiodiffusion, etc., et plus largement par tout mode de communication au public (notamment les services de téléphonie mobile), pour visualisation sur tout matériel de réception (notamment ordinateurs, téléviseurs, terminaux mobiles tels que téléphones portables, agendas, et assistants personnels, etc.), quelles que soient les normes de diffusion utilisées (telles que ADSL, GPRS, UMTS, etc.) et les fonctionnalités des systèmes d'accès conditionnel utilisés.

2. Le droit de représenter et/ou publier tous extraits, photographies, images, ou enregistrements tirés du Film, en vue de la publicité et de la promotion du Film, sans que cette exploitation ne donne lieu à une rémunération au profit de l'Auteur. Il est également précisé que ces extraits, photographies, images ou enregistrements pourront être librement utilisés pour la promotion et la publicité de la diffusion du Film par les chaînes ayant acquis les droits de diffusion du Film, ainsi que pour la promotion du producteur et de tous partenaires du Film (diffuseurs compris), sur tous supports et par tous moyens.

3. Le droit d'autoriser la présentation publique du Film dans tout marché, festival ou manifestation de promotion.

4. Le droit d'exploiter le Film dans le secteur cinématographique non commercial (tel que ce secteur est défini par le Code du Cinéma et de l'Image Animée), ce droit comprenant pour le Producteur la faculté de céder le Film au Ministère des Affaires Etrangères en vue notamment d'une exploitation dans le circuit des ambassades françaises à l'étranger, dans les avions, et dans le cadre de manifestations culturelles diverses.

## **III – Exploitations dérivées**

Les droits d'exploitation dérivés comprennent notamment :

1. Le droit de reproduire et de représenter des rushes non montés du Film et toutes images et sons réalisés.

2. Le droit de « making-of », c'est-à-dire le droit exclusif d'entreprendre la production d'une ou plusieurs œuvres audiovisuelles et/ou audios et/ou littéraires, intégrant le cas échéant des extraits ou des photographies du Film, et ayant pour objet de décrire, analyser, commenter le processus de création du Film présentement concerné et de l'exploiter sur tous supports par tous moyens, à toutes fins commerciales ou en vue d'assurer la promotion du Film (notamment dans le cadre d'un partenariat ou comme bonus présenté accessoirement au Film, etc.).

L'Auteur accepte l'utilisation de son image et/ou de sa voix, enregistrée à l'occasion de la préparation, tournage, postproduction et de la promotion du Film, d'un ou des making(s)-of(s) du Film en vue de son exploitation dans le monde entier, sur tous supports et par tous procédés, pour la durée visée à l'article 5 ci-après. Toutefois, le Producteur soumettra à l'Auteur les images du making-of pour validation préalable. Au-delà de 5 (cinq) jours ouvrés sans réponse après l'envoi de la proposition, cette dernière sera réputée acceptée.

3. Les droits de « remake », c'est-à-dire le droit de produire, réaliser et exploiter une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles (et notamment cinématographiques et/ou télévisuelles en tous formats (téléfilms, séries, etc.) ou autres, lesquelles reprennent en substance tout ou partie des thèmes, intrigues, situations, personnages, dialogues, voire découpage, cadrage, mise en scène, etc. du Film initial objet de la présente convention.

Les éléments susvisés, constitutifs du scénario du Film, pourront être utilisés librement en vue de l'établissement du scénario définitif et de la réalisation du/des remake(s). Ces contributions originales pourront être reprises, pour les besoins du/des remake(s), en tout ou partie, sans changement comme en y apportant toutes adaptations, transformations, additions, suppressions, transpositions ou variations que le producteur du/des remake(s) jugerait utiles. Le remake pourra notamment prendre la forme, le cas échéant, d'un film musical et/ou d'animation.

4. Les droits de « prequel »/« sequel », c'est-à-dire le droit d'adapter, reproduire réaliser et exploiter une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles (et notamment cinématographiques et/ou télévisuelles en tous formats (téléfilms, séries, etc.) ou autres, plaçant les mêmes personnages que ceux du Film initial, ou certains d'entre eux, dans une histoire et des situations nouvelles censées précéder ou suivre le temps et l'action du Film initial.

Le producteur du/des prequel(s)/sequel(s) disposera des mêmes prérogatives que celles visées au paragraphe ci-dessous pour le remake.

5. Les droits de « spin-off », c'est-à-dire les droits de produire, de réaliser et d'exploiter une ou plusieurs nouvelles œuvres audiovisuelles (et notamment cinématographiques et/ou télévisuelles en tous formats (téléfilms, séries, etc.) ou autres, dont l'action ne comporterait pas nécessairement de lien direct avec celle du Film initial, mais qui en reprendraient un ou plusieurs personnages, principaux ou secondaires, pour le(s) placer dans une histoire et des situations entièrement originales, antérieures, contemporaines ou postérieures à l'action du Film initial.

Le producteur du/des spin-off(s) disposera des mêmes prérogatives que celles visées au paragraphe 3. ci-dessous pour le remake.

Du fait de la présente cession, le Producteur disposera, concernant les éventuels making-of, remake, prequel, sequel et spin-off, des mêmes droits que ceux dont il bénéficie au titre du Film, tels que ces droits sont énumérés aux présentes.

Le producteur du (ou des) making-of, remake, prequel, sequel et spin-off, aura seul qualité pour décider du choix du réalisateur, des auteurs du scénario, du/des compositeur(s) de la musique et plus généralement de tous les collaborateurs tant artistiques que techniques du (ou des) making-of, remake, prequel, sequel et spin-off.

6. Le droit d'exploiter le Film par intégration dans un programme multimédia interactif, ce droit comprenant la faculté de reproduire, représenter et adapter des éléments du Film, et notamment le sujet, le Scénario, l'adaptation, les dialogues, la réalisation, la musique, la bande sonore originale, les images, les séquences du Film, ainsi que le titre, les personnages, les décors, les costumes, les accessoires, etc., en y adjoignant, le cas échéant, toutes contributions nouvelles, cela pour les besoins de la production, de la réalisation et de l'exploitation, dans le monde entier et en toutes langues, de tous programmes multimédias interactifs, en intégrant des éléments précités du Film sur un même support magnétique ou opto-numérique (ou tout autre support connu ou inconnu à ce jour) dont l'accès et la structure sont gérés et organisés par un logiciel permettant l'interactivité d'accès aux différentes données, lesdits programmes multimédia, et notamment les jeux interactifs, bases de données audiovisuelles, ayant vocation à être commercialisés et/ou diffusés sur tous supports d'enregistrements tels que vidéogrammes, CDI, CD-ROM, DVD-ROM, CDV, etc., et par tous procédés de télécommunication, connus ou à venir, notamment en vue d'une exploitation « en ligne », par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunication et/ou d'un système télématique interactif, tels que, notamment, les réseaux télérel, Intranet, Internet, et d'une manière générale, par tous moyens de communication au public (et notamment les services de téléphonie mobile).

Le Producteur disposera, pour l'exploitation de tels programmes multimédias, de tous les droits qui lui sont cédés pour le Film lui-même aux termes des présentes.

7. Le droit d'autoriser la reproduction et la représentation, en toutes langues, par extraits, du Scénario ou du récit du Film, illustré ou non, à condition que ceux-ci ne dépassent pas 10.000 (dix mille) mots et soient destinés exclusivement à la présentation et/ou à la publicité et/ou à la promotion du Film. Pour les besoins de cette présentation publicité et/ou promotion, ces extraits pourront être publiés dans les revues, journaux, magazines, dans le cadre de blogs et, d'une manière générale, sur tous supports de télécommunication (notamment services télématiques interactifs, Internet), sans qu'une telle publication ne donne lieu à recettes.

8. Le droit de publication telle que l'édition graphique du Scénario et notamment d'une édition type « scénario complet » d'avant tournage ou modifié d'après le montage du Film, illustré ou non l'illustration ou la documentation d'expositions consacrées au cinéma ou à l'audiovisuel et/ou à l'activité ou l'univers du Producteur, ainsi que pour la promotion et la publicité de ces expositions.

9. Le droit de reproduire dans le monde entier tout ou partie des images extraites du Film ou des photographies effectuées à l'occasion de sa réalisation plateau, tournage, portraits, etc.), les dessins, maquettes destinées ou non à la presse, à la promotion et à la publicité du Film, ainsi que l'affiche du Film :

- en vue de l'illustration du texte, avec ou sans adaptation, sous l'une des formes de publication prévues aux présentes, et/ou, le cas échéant, de l'œuvre littéraire dont le Scénario aurait été adapté, y compris pour la réalisation de la couverture et/ou la promotion de telles publications, ainsi que comme couverture et/ou insertion pour les pochettes et/ou la promotion des phonogrammes de la musique et/ou des vidéogrammes du Film ;
- en vue de l'insertion, de la reproduction sur la couverture de livres liés au Film, au Producteur, au metteur en scène, s'il y a lieu, ainsi que pour la promotion desdits livres ;
- en vue de la réalisation de cartes postales, posters ou affiches ;
- comme élément publicitaire et/ou promotionnel ;
- en vue de leur utilisation dans des émissions de plateau, magazines télévisés et en général toutes émissions en hommage à un auteur, réalisateur, artiste-interprète ou autre professionnel du cinéma et dans le cadre des émissions consacrées en tout ou partie au cinéma.

10. Le droit de « merchandising » (licensing et promotion), c'est-à-dire le droit d'utiliser tout ou partie des éléments du Film (titre, thèmes personnages, décors, costumes, accessoires, musique, bande originale du Film etc.) en vue de réaliser des produits commerciaux ou non, de quelque nature que ce soit, et de les distribuer dans le monde entier, notamment :

- en vue de la fabrication, de la distribution, de la vente et de la commercialisation de tous objets ou produits tels que, notamment, jeux, jouets, objets ou œuvres d'art plastique ou arts appliqués, etc. ;
- en vue de la fabrication, de la décoration, de la distribution, de la vente et de la commercialisation de tous articles, notamment dans les secteurs suivants : papeterie, articles de bureau, habillement, ameublement, toilette, hygiène, alimentation, etc. ;
- en vue de la création et de l'exploitation d'attractions dans le cadre de parc à thèmes ;
- en vue de la création et de l'exploitation de sonneries de téléphone mobile, jeux vidéos, programmes multimédia interactifs ;
- la réalisation de tous produits dérivés destinés à être distribués gracieusement dans le cadre de la promotion du Film (« goodies ») ;
- en vue de la création de tout autre élément publicitaire et/ou promotionnel ;
- en vue de leur utilisation dans des émissions de plateau, magazines télévisés et en général toutes émissions en hommage à un auteur, réalisateur, artiste-interprète ou autre professionnel du cinéma et dans le cadre des émissions consacrées en tout ou partie au cinéma.

11. Le droit d'utiliser le(s) titre(s) et, le cas échéant, sous-titre(s) du Film, ainsi que le droit d'utiliser le nom des personnages du Film, pour toutes les exploitations dérivées énumérées ci-dessus, ce droit comprenant la faculté de déposer et d'exploiter ce titre et/ou ces noms en tant que marques et/ou en tant que noms de domaine.

**12.** Le droit d'utiliser tous extraits, images et/ou sons extraits du Film et/ou de tous éléments accessoires du Film, tels que notamment, sans que cette liste soit limitative, les rushes, bandes-annonces, promo reel, teaser ou making-of du Film, ainsi que, le cas échéant, les commentaires audio de l'Auteur qui auraient été enregistrés ou des éléments de sa biographie, dans les bonus et les menus d'accueil et de navigation contenus dans les DVD ou tous autres supports interactifs incluant le Film, ou présentés lors de sa diffusion ou de la communication du Film en vidéo à la demande ou par tous autres moyens permettant l'insertion de tels menus (tel que le site Internet faisant référence et/ou proposant la diffusion du Film).

A cette fin, l'Auteur donne au Producteur l'autorisation d'utiliser son nom, sa biographie et des photographies représentant son image, dans les bonus et les menus d'accueil et de navigation contenus dans les DVD ou tous autres supports interactifs incluant le Film, ou présentés lors de sa diffusion ou de la communication du Film en vidéo à la demande ou par tous autres moyens permettant l'insertion de tels menus (tel que le site Internet faisant référence et/ou proposant la diffusion du Film).

**13.** Le droit de novélisation du Scénario, c'est-à-dire le droit d'adapter le texte des dialogues ainsi que le texte du Scénario, en toutes langues, sous forme d'édition littéraire, et de reproduire la novélisation ou de la faire reproduire, dans tout format littéraire, illustré ou non.

**14.** Le droit d'adapter et d'exploiter le Film sous forme d'une œuvre dramatique (pièce de théâtre) ou dramatico-lyrique (opéra, opérette, ballet, comédie musicale) incorporant des éléments du Scénario.

**15.** Le droit d'éditer la bande sonore du Film et de l'exploiter par radiodiffusion sonore ou sous la forme de phonogrammes, CD ou cassettes audio, et, d'une manière générale, sur tout support (notamment analogique, numérique, opto-numérique, linéaire ou non) connus ou inconnus à ce jour.

**16.** Le droit d'utiliser dans le monde entier tout élément issu du Film en vue de l'illustration ou la documentation d'expositions consacrées au cinéma ou à l'audiovisuel et/ou à l'activité ou l'univers du Producteur, ainsi que pour la promotion et la publicité de ces expositions.

\*  
\* \*

L'Auteur consent à ce que les organismes de télédiffusion procèdent - dans le cadre de la réglementation en vigueur - à l'insertion :

- de leur logo, « widget » et autres éléments d'habillage dynamique incrustés à l'image ;
- de séquences publicitaires entrecoupant le Film, messages d'autopromotion (type *coming next*) ou d'information ou bandeaux publicitaires relatifs à des informations générales de promotion des programmes des diffuseurs, avant, après et pendant la diffusion du Film (et donc en surimpression lors de la diffusion du Film) ;
- et d'une manière générale, de toute signalétique et/ou pictogramme imposés en France ou à l'étranger par toute autorité de régulation compétente (et notamment signalétique relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence de tout pictogramme relatif aux placements de produits).

De même, s'agissant de l'exploitation du Film par les services de médias audiovisuels à la demande, ceux-ci pourront - dans le cadre de la réglementation en vigueur - procéder à l'insertion de leur logo, « widget » et autres éléments d'habillage dynamique incrustés à l'image, à d'éventuelles coupures publicitaires ainsi qu'à la mise en avant de bandeaux publicitaires avant, après et pendant la diffusion du Film et/ou d'une manière générale, de toute signalétique et/ou pictogramme imposés en France ou à l'étranger par toute autorité de régulation compétente (et notamment signalétique relative à la protection de l'enfance et de l'adolescence de tout pictogramme relatif aux placements de produits).

Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

Par ailleurs, dans le cadre des exploitations par réseau Internet ou tout autre réseau de transmission existant ou à venir donnant lieu à une réception du Film par le public sur écran pouvant être partagé avec d'autres contenus (par exemple dans le cadre du « visionnage » du Film en VOD via un site internet sur lequel d'autres éléments peuvent apparaître à l'écran lorsque le Film n'est pas « projeté » en plein écran), l'Auteur reconnaît que le Film pourra faire l'objet d'une exploitation en association avec d'autres contenus, dont notamment des bandeaux publicitaires.

L'Auteur est également avisé et y consent d'ores et déjà, que le Film, ainsi que toutes œuvres adaptées ou dérivées et ses éléments accessoires, pourront faire l'objet d'opérations de parrainage ou « sponsoring », partenariat et/ou placement de produits.

L'Auteur donne son accord aux coupures et modifications de montage mineures qui pourront être nécessitées, après achèvement du Film, par l'exploitation dans certains territoires, par certains procédés, ainsi que par les exigences des censures. De même, le Producteur pourra modifier le format du Film pour les besoins des exploitations du Film autres que cinématographiques (lesquelles exploitations cinématographiques pouvant être effectuées en tous formats (35mm, numérique, etc.)). L'Auteur accepte en outre que le Film soit recadré pour satisfaire aux exigences des télédiffuseurs du Film.

Par ailleurs, il est convenu entre les Parties que la présente cession des droits de l'Auteur permettra au Producteur et à ses ayants droit d'utiliser tout support ou procédé en vue de la représentation ou de la reproduction de tout ou partie du Film, sur un mode linéaire ou interactif, permettant la reconstitution de ce dernier en totalité ou par fragments, seul ou intégré à d'autres éléments audiovisuels, informatiques, télématiques. A cette fin, l'Auteur autorise tout compactage, compression ou autre technique nécessaire à la digitalisation du Film, à son stockage, à son transfert.

En raison de cette cession et de l'accord exprès de l'Auteur sur la digitalisation du Film envisagée ci-dessus par les Parties, l'Auteur ne pourra invoquer une atteinte portée à l'intégralité des images et sons du Film suite à d'éventuelles altérations imperceptibles mais néanmoins réelles provoquées par les opérations de compression ou autres techniques équivalentes.

En application des dispositions de l'article L. 131-9 du C.P.I, le Producteur se réserve la faculté, sans préjudice des dispositions de l'article L. 311-1 du C.P.I consacrées à la rémunération pour copie privée, dans le cadre de toute exploitation numérique faite du Film et de ses éléments accessoires, et en particulier dans le cadre de toute exploitation en vidéo à la demande du Film et de ses éléments accessoires sur les réseaux de communication électronique (en diffusion linéaire, streaming et/ou téléchargement temporaire et/ou définitif), de recourir à toutes mesures techniques de protection (et notamment mais non exclusivement à tous procédés de cryptage et/ou de détection et de blocage territorial) telles que ces mesures sont définies et autorisées à l'article L. 331-5 du C.P.I d'une part, et à toutes mesures techniques d'information du Film (notamment à tous procédés de marquage et/ou de tatouage numérique dits « watermarking ») telles que ces mesures sont définies et autorisées par l'article L. 331-22 du C.P.I d'autre part, et ce aux fins d'empêcher toute copie illicite du Film, de veiller au respect de la territorialité des droits qui sont cédés au Producteur et/ou qu'il accordera à tous tiers et plus généralement de veiller au respect des droits du Cédant et/ou du Producteur sur le Film et ses éléments accessoires.

### **ARTICLE 3 – DROITS RESERVES**

Pour tous les droits non cédés aux présentes par l'Auteur, le Producteur bénéficie d'un droit de préemption qui s'exercera comme suit : l'Auteur devra transmettre au Producteur toute proposition qu'il recevrait pour l'exploitation de droits non cédés par les présentes et le Producteur disposera d'un délai de 30 (trente) jours ouvrés à compter de la réception de ladite proposition pour la préempter, toute absence de réponse dans ce délai valant renonciation de la part du Producteur à son droit de préemption. L'Auteur pourra alors conclure librement avec le tiers concerné (sous réserve des droits de tout autre co-auteur du Scénario), sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

Le Producteur bénéficie également d'un droit de priorité qui s'exercera comme suit : l'Auteur, s'il souhaite exploiter un droit non cédé par les présentes, devra proposer au Producteur en priorité



Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

l'exploitation envisagée et le Producteur disposera d'un délai de 30 (trente) jours ouvrés à compter de la réception de ladite proposition pour l'accepter ou la refuser, toute absence de réponse dans ce délai valant renonciation de la part du Producteur au dit droit de priorité. L'Auteur pourra alors conclure librement avec un tiers (sous réserve des droits de tout autre co-auteur du Scénario), sous réserve de traiter à des conditions identiques à celles transmises au Producteur.

Il est entendu que dans l'un et l'autre cas, toute modification de la proposition initiale sera transmise au Producteur, sachant que cela reportera le délai précité d'autant.

#### **ARTICLE 4 – PROPRIETE**

Le Producteur acquiert la qualité d'ayant droit de l'Auteur pour l'exercice des droits cédés qu'il utilisera comme bon lui semblera, notamment en passant tous contrats d'édition, de représentation et de diffusion, utiles à l'exploitation du Film.

Le Producteur demeure entièrement libre de réaliser ce Film en coproduction et/ou de rétrocéder à un tiers tout ou partie des bénéfices et des charges du présent contrat sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, aux conditions prévues à l'Article 12 du Titre II des présentes.

Le Producteur est également habilité à effectuer toutes démarches et à procéder à toutes formalités, y compris leur renouvellement éventuel, en vue du dépôt et de l'enregistrement du Film, de chacun de ses éléments ainsi que de toutes œuvres dérivées ou adaptées, réalisées en vertu des présentes, auprès de tout organisme habilité, et notamment, s'il le souhaite, le Copyright Office des Etats Unis. A cet égard, l'Auteur s'engage à fournir au Producteur dans les délais requis, toute attestation ou tout document, conforme aux dispositions du présent contrat, qui serait exigé par les organismes concernés.

Le Producteur assurera au Film une exploitation conforme aux usages de la profession.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

5.1 La présente cession est conclue pour une durée de 30 (trente) ans à compter de la première représentation commerciale du Film en France, cette durée ne pouvant en tout état de cause excéder 32 (trente-deux) ans à compter de la signature des présentes.

5.2 Toutefois, dans le cas où le Film serait produit majoritairement par un partenaire anglo-saxon ou soumis au droit du copyright, la durée du présent contrat sera portée à la durée légale de protection des droits d'auteur actuellement accordée et qui sera accordée à l'avenir, notamment du fait de toute prorogation ou extension, aux auteurs, à tous leurs successeurs, héritiers ou ayants droit, par les dispositions législatives et réglementaires, les usages, les décisions judiciaires et arbitrales de tous les pays ainsi que par tous les traités, conventions, décisions, directives et règlements ou arrangements internationaux.

De même, dans l'hypothèse de la réalisation et de l'exploitation dans le monde entier par un partenaire anglo-saxon ou soumis au droit du copyright de toute œuvre dérivée du Film telle que remake, sequel, prequel, spin off et/ou adaptations télévisuelles, la durée de la cession desdits droits de remake, sequel, prequel, spin-off et/ou adaptations télévisuelles sera celle de la durée légale de protection des droits d'auteur.

Dans l'hypothèse de la réalisation et de l'exploitation de toute œuvre dérivée du Film telle que remake, sequel, prequel, spin-off et/ou adaptation télévisuelle par un partenaire non anglo-saxon, la durée de la présente cession sera prolongée de manière à ce que l'œuvre dérivée bénéficie effectivement d'une protection de 30 (trente) ans à compter de sa première exploitation commerciale (première représentation commerciale ou première diffusion en cas d'œuvre télévisuelle).

Pour l'application de la présente clause, le Producteur informera l'Auteur, le cas échéant, du changement de durée des droits dans les meilleurs délais, et par précaution, par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 6 – REMUNERATION**

En rémunération de la cession au Producteur des droits définis à l'article 2 ci-dessus, l'Auteur percevront une rémunération forfaitaire et définitive de **1 000 (mille) euros bruts hors taxes** payables comme suit :

- **500 euros (cinq cents euros hors taxes)** à la date de signature des présentes,
- **500 euros (cinq cents euros hors taxes)** à l'issue de la dernière séance de travail telle que définie au premier paragraphe de l'Article 1 ci-dessus.

Ce forfait rémunère les travaux effectués et la cession des droits correspondants conformément à l'article L.131-4, alinéa 4 du Code de la Propriété Intellectuelle, la contribution de l'Auteur ne constituant pas un des éléments essentiels de la création intellectuelle du Film.

L'Auteur ne pourra donc prétendre, conformément à cet article, à une rémunération proportionnelle ni directement par le Producteur, ni indirectement par les sociétés d'auteurs.

Tous les règlements à revenir à l'Auteur seront effectués par chèques barrés établis à l'ordre de l'Auteur ou par virement lui seront envoyés à l'adresse mentionnée en tête des présentes.

Tous les paiements revenant à l'Auteur subiront les cotisations sociales obligatoires (AGESSA, CSG, RDS etc.) et seront majorés de la TVA au taux en vigueur de 10%, étant précisé qu'en application de l'article 285 bis du Code Général des Impôts, et sauf renonciation expresse de l'Auteur au dispositif de retenue à la source prévue par ce texte, 9,20% seront acquittés par le Producteur au Trésor Public, et 0,80% seront versés à l'Auteur.

## **ARTICLE 7 – GARANTIES**

L'Auteur garantit au Producteur, sous réserve des droits propres de tout autre coauteur du Scénario, l'exercice paisible des droits cédés et notamment :

1. Qu'il est seul propriétaire, sous réserve, le cas échéant, des droits de coauteurs choisis par le Producteur, de tous les droits attachés à sa contribution au Scénario et qu'il a plein pouvoir et qualité pour accorder les droits cédés par les présentes et que ces droits ne sont ni ne seront en aucune manière, cédés, hypothéqués, grevés, ni d'une façon quelconque dévolus en faveur d'un tiers.
2. Que, sauf dans l'hypothèse où le Producteur adjoindrait à l'Auteur un ou des co-auteurs, l'Auteur certifie qu'il n'a consulté et ne consultera aucun tiers autres que les co-auteurs sur sa contribution à l'écriture du Scénario, de quelque manière que ce soit, aussi bien à titre gratuit qu'à titre onéreux.
3. Qu'il n'a fait et ne fera, par le fait d'une cession à un tiers ou par tout autre moyen, aucun acte susceptible de compromettre la présente cession de droits, ou susceptible d'empêcher ou de gêner la pleine jouissance par le Producteur des droits qui lui sont accordés par les présentes.
4. Qu'il n'a introduit ou n'introduira dans sa contribution au Scénario aucune reproduction ou réminiscence susceptible de violer les droits des tiers et de donner lieu à des attaques pour plagiat et/ou contrefaçon ou de troubler la réalisation ou l'exploitation du Film produit.
5. Qu'aucun litige ou procès mettant en cause les droits de l'Auteur sur sa contribution au Scénario n'est en cours ni sur le point d'être intenté.
6. L'Auteur reconnaît au seul Producteur l'utilisation exclusive du titre et ce pour l'ensemble de l'exploitation des droits qui lui sont conférés au sein des présentes. L'Auteur reconnaît que le titre du Film pourra être modifié par le Producteur qui en informera l'Auteur dans les meilleurs délais.

Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

7. L'Auteur s'engage d'ores et déjà à fournir au Producteur, à première demande et dans un délai maximum de 10 (dix) jours suivant la demande du Producteur, tout document ou toute attestation, qui seraient exigés par des organismes français ou étrangers.

8. L'Auteur s'engage formellement à ne troubler en rien la réalisation puis l'exploitation du Film et de ses œuvres dérivées et secondaires et à ne se livrer, par quelque moyen que ce soit, à aucune déclaration risquant de porter un préjudice quelconque à cette exploitation ou au Producteur.

9. Compte tenu du caractère exclusif des droits consentis au Producteur aux termes de l'article 2 du présent accord, l'Auteur s'interdit de procéder directement ou indirectement par une cession à un tiers, à une exploitation audiovisuelle ou autre d'un élément et/ou d'un sujet quelconque (sous réserve qu'il(s) soi(en)t protégeable(s) par le droit d'auteur) tiré du Scénario et/ou du Film faisant l'objet des présentes pendant la durée de la cession.

10. A l'appui des garanties susvisées, l'Auteur donne dès à présent au Producteur, en tant que de besoin, pouvoir général et irrévocable pour agir en toutes circonstances, notamment contre toute contrefaçon, imitation ou exploitation non autorisées, sous quelque forme que ce soit, du Film et de toutes œuvres dérivées ou adaptées réalisées en vertu des présentes, en vue de sauvegarder les droits dont ce dernier est devenu cessionnaire.

L'Auteur s'engage, à chaque fois qu'il y aura lieu, à assister le Producteur et à lui apporter son concours, sous réserve (sauf dans le cas où l'Auteur serait personnellement garant) de la prise en charge par la production des frais afférents éventuels, pour établir et protéger la validité de l'un quelconque des droits cédés aux termes du présent contrat, et s'oblige à signer et à remettre au Producteur tous actes de cession confirmatifs, attestations et autres documents supplémentaires qui pourraient s'avérer nécessaires ou appropriés.

11. L'Auteur est personnellement responsable tant vis à vis des tiers que du Producteur, en cas de non observation du présent article 7. Dans le cadre de cette garantie, l'Auteur s'engage à tenir le Producteur informé sans délai de toutes réclamations et de toutes actions dont il aurait connaissance.

12. Les présentes lient l'Auteur et ses ayants cause et ayants droit.

#### **ARTICLE 8 – PUBLICITE ET PROMOTION**

Le nom de l'Auteur sera cité au générique de fin du Film comme suit :

**« SCENARIO : Romain Cogitore (et tous co-auteurs éventuels)  
ADAPTATION ET DIALOGUES : Romain Cogitore et Catherine Paillé  
Avec la collaboration de Laurie Lassalle et tous co-auteurs éventuels »**

Les modalités (notamment la position) de citation du nom de l'Auteur au générique du Film et dans la publicité du Film seront laissées à la discrétion du Producteur.

Le Producteur s'engage à communiquer ses obligations publicitaires à toutes les firmes qui distribueront ou éditeront le Film mais ne saurait être tenu responsable de leurs manquements. En conséquence, l'Auteur est dès maintenant autorisé à agir vis-à-vis des ayants droit du Producteur en cas de manquement aux présentes dispositions.

L'inexécution par le Producteur des obligations publicitaires mises à sa charge par le présent article constituera exclusivement une cause de dommage intérêts en faveur de l'Auteur mais ne pourra en aucun cas permettre la mise en œuvre de la clause de résiliation prévue à l'Article 11 ci-après et de toute mesure susceptible d'empêcher l'exploitation du Film ou de toutes œuvres dérivées ou adaptées autorisées par le présent contrat.

Aucune communication à la presse, à la radio, à la télévision, sur internet ou par tout autre moyen de communication ne devra être faite par l'Auteur avant la sortie du Film sans l'accord ou la collaboration du service de publicité du Producteur.

#### **ARTICLE 9 – CESSIION A UN TIERS**

Le Producteur aura la faculté de céder, apporter, transférer tout ou partie des bénéfices et des charges du présent contrat sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, à toutes personnes morales ou physiques qu'il lui plaira de désigner et de permettre à un tiers de se substituer à lui, à la condition qu'il n'en découle aucune modification aux droits de l'Auteur tels que prévus aux présentes, et qu'en cas de cession totale, il en informe l'Auteur par lettre recommandée dans le délai d'un mois avant la date effective de la cession, conformément aux articles L132-28 du Code de la Propriété Intellectuelle et 1216-1 du code civil.

Néanmoins, dans l'hypothèse d'une cession partielle ne modifiant pas les droits et obligations du Producteur envers l'Auteur visés aux présentes (notamment dans l'hypothèse où le Producteur conserverait sa qualité de producteur délégué du Film), les Parties sont convenues que le Producteur ne serait pas tenu à son obligation d'information envers l'Auteur tel que stipulé au paragraphe précédent.

#### **ARTICLE 10 – RESILIATION**

A défaut d'exécution par l'une ou l'autre des Parties de ses obligations, et 15 (quinze) jours ouvrés après la première présentation d'une mise en demeure sous pli recommandé avec accusé de réception restée infructueuse, les présentes pourront être résiliées aux torts et griefs de la partie défaillante, si bon semble à l'autre partie, sans préjudice de tous dommages et intérêts. Au-delà d'un délai d'1 (un) an à compter de la sortie du Film en salles, le délai précité sera porté à 30 (trente) jours ouvrés.

Toutefois, toute résiliation ne sera effective que lorsque son constat par le juge compétent sera définitif.

En cas de défaut de paiement, il est entendu que le placement en séquestre des sommes litigieuses interrompra le cours du délai.

Toute résiliation sera sans incidence sur les cessions, transferts de droits et autres contrats d'exploitation des droits cédés que le Producteur aura valablement conclus avant son intervention.

#### **ARTICLE 11 – ELECTION DE DOMICILE**

A l'effet des présentes, élection de domicile est faite aux adresses visées en tête des présentes.

#### **ARTICLE 12 – CORRESPONDANCES**

Toutes correspondances et communications entre les Parties seront envoyées aux adresses mentionnées en tête des présentes.

Tout changement de domiciliation de l'une des Parties devra être notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception. Dans le cas où l'Auteur n'informerait pas le Producteur de son changement de domicile et où celui-ci se trouverait en conséquence dans l'impossibilité d'exécuter certaines de ses obligations contractuelles, la résiliation prévue aux termes des présentes ne pourra être obtenue par l'Auteur.

#### **ARTICLE 13 – LITIGES – INVALIDITE D'UNE CLAUSE**


En cas de litiges, attribution de juridiction est faite aux tribunaux français compétents, lieu d'exécution de la présente convention, la loi applicable étant la loi française.

Film : « Zone à défendre » - Auteur : Laurie Lassalle

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs dispositions du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive rendue par la juridiction compétente, les autres dispositions garderont toute leur force et leur portée sauf pour celles qui, le cas échéant, présenteraient un caractère indissociable avec la disposition invalidée. Les Parties conviennent d'ores et déjà de remplacer la clause nulle par de nouvelles dispositions conformes à l'esprit des présentes.

Fait à Paris, le 20 novembre 2019, en deux exemplaires originaux,

**LE PRODUCTEUR**  
HUGO SELIGNAC/VINCENT MAZEL

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several sweeping strokes and loops.

**L'AUTEUR**  
Laurie Lassalle

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Laurie' with a stylized flourish at the end.

